

Département du RHÔNE

Communauté de Communes du Pays de l'Arbresle

**PROJET DE REVISION
DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
DE LA COMMUNE DE CHEVINAY**

CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Enquête publique du 31 octobre au 2 décembre 2023

Commissaire enquêteur : Jean-Michel AURET

Décision T.A. n° E23000109 / 69 en date du 13 septembre 2023

SOMMAIRE

1.	Rappels	3
1.1.	Objet de l'enquête	3
1.2.	Type d'enquête	4
1.3.	Déroulement de l'enquête	4
1.4.	Participation	4
2.	Motivations.....	6
2.1.	Après avoir	6
2.2.	Considérant que.....	6
3.	Avis	8

CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

1. Rappels

1.1. *Objet de l'enquête*

La présente enquête porte sur le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Chevinay qui est la conséquence de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de cette commune.

En effet ;

- Par délibération du 2 février 2021, le Conseil municipal de Chevinay a décidé de procéder à une révision générale de son PLU. Le commissaire enquêteur, après clôture de l'enquête publique, a émis un avis favorable durant l'été 2023,
- Lors de la séance du 14 novembre 2023, le conseil municipal de la commune de Chevinay a, après délibération, approuvé le projet de révision du PLU en prenant en compte une grande partie des contributions des PPA et du public. Il faut remarquer que cette approbation a eu lieu après l'ouverture de l'enquête publique sur la révision du zonage d'assainissement.
- La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 dispose que chaque commune ou groupement de communes doit délimiter après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif. Cette obligation de zonage d'assainissement répond au souci de préservation d'environnement, de qualité des ouvrages d'épuration et de collecte, de respect de l'existant et de cohérence avec les documents d'urbanisme.

La commune de Chevinay a transféré le 1er janvier 2019 à la Communauté de Communes du Pays de l'Arbresle (CCPA) la gestion des eaux pluviales ainsi que la compétence de l'assainissement collectif. Le maître d'ouvrage de la révision du zonage d'assainissement (CCPA) n'étant pas le même que celui de la révision du PLU (commune de Chevinay), une enquête publique distincte pour chaque sujet est nécessaire.

Les points principaux à rappeler sont :

- La CCPA se devait de réviser le zonage d'assainissement de la commune de Chevinay, suite à la révision du PLU de cette commune, avec pour objectif d'avoir un zonage d'assainissement collectif le plus parfaitement possible aligné avec le PLU (les zones « U » et les zones « AU »),
- L'approbation du PLU, avec quelques évolutions par rapport au projet de révision du PLU soumis à l'enquête publique, a eu lieu après l'ouverture de l'enquête publique sur la révision du zonage d'assainissement. En conséquence les éventuelles évolutions du PLU par rapport au projet de révision ne sont pas reportées dans le dossier d'enquête publique de révision du zonage d'assainissement,
- La station d'épuration des eaux usées est classée comme non-conforme. En conséquence, tant que la situation sur ce point n'est pas considérée comme correcte, les éventuelles nouvelles constructions ne peuvent pas être raccordées au réseau

d'assainissement collectif bien que les parcelles soient classées en zone « U » ou « AU »

1.2. Type d'enquête

Cette enquête est régie par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et le Code de l'environnement.

Le Code général des collectivités territoriales définit les procédures à mettre en œuvre concernant la révision du zonage d'assainissement.

Le Code de l'environnement définit le champ d'application et l'objet de l'enquête publique, son organisation et son déroulement.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision n° E23000109/69 de la Présidente du Tribunal Administratif de Lyon en date du 13 septembre 2023.

L'enquête est prescrite par arrêté n° 44/2023 de M. Pierre-Jean ZANNETTACCI Président de la Communauté de Communes du Pays de l'Arbresle (CCPA) en date du 2 octobre 2023.

1.3. Déroulement de l'enquête

L'enquête publique s'est déroulée du mardi 31 octobre 2023 à 9h00 au samedi 2 décembre 2023 à 12h00, soit pendant 32,5 jours consécutifs.

Elle a donné lieu à publicité conformément aux textes, par voie de presse et affichage.

Le siège de l'enquête publique était fixé au siège de la CCPA (117 rue Pierre Passemard à l'Arbresle) qui est le maître d'ouvrage.

Un dossier d'enquête, est resté consultable dans sa version papier en mairie de Chevinay et au siège de la CCPA, aux jours et heures d'ouverture au public, hors jours fériés de chacun de ces deux organismes. Il était également consultable, en version dématérialisée, sur les sites de la CCPA (<https://www.paysdelarbresle.fr>) et sur celui de la mairie de Chevinay (<https://www.mairie-chevinay.fr/>).

Le public a pu faire part de ses observations et contre propositions :

- Sur deux registres d'enquête, à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur, ouverts à cet effet aux mêmes lieux, jours et heures que le dossier d'enquête,
- Soit par courrier, avant la fin de l'enquête, à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse postale du siège de la CCPA,
- Soit sur le registre dématérialisé (<https://www.registre-dematerialise.fr/4925>),
- Soit par courriel (enquete-publique-4925@registre-dematerialise.fr)
- Soit directement auprès du commissaire enquêteur, lors de ses permanences, à la mairie de Chevinay, les jours et horaires suivants :
 - Jeudi 9 novembre de 9h00 à 12h00,
 - Jeudi 23 novembre de 15h00 à 18h00,
 - Mardi 28 novembre de 15h00 à 18h00,
 - Samedi 2 décembre de 9h30 à 12h00.

1.4. Participation

Durant la période de l'enquête publique, il n'y a eu que 2 contributions.

Elles ont été émises par la CCPA sur le registre d'enquête déposé au siège de la CCPA.

Avant l'ouverture de l'enquête, lors de sa décision du 11 juillet 2023, la MRAe avait conclu que *« le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Chevinay n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée »*

Personne n'a émis d'avis défavorable.

L'enquête s'est déroulée dans une atmosphère sereine, sans aucun incident de nature à entraver le déroulement de l'enquête.

2. Motivations

2.1. *Après avoir*

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et le Code de l'environnement,
- Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,
- Vu le rapport d'enquête publique portant sur la révision du PLU de la commune de Chevinay (enquête qui s'est déroulée du 8 juin 2023 au 10 juillet 2023),
- Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur en charge de l'enquête publique relative à la révision du PLU de la commune de Chevinay,
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Chevinay en date 14 novembre 2023 approuvant le projet de révision du PLU en prenant en compte une grande partie des contributions des PPA et du public,
- Vu la décision de la Présidente du Tribunal Administratif de Lyon n° E23000109/69 du 13 septembre 2023 me désignant en qualité de Commissaire enquêteur pour procéder à l'enquête publique ayant pour objet le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Chevinay,
- Vu l'arrêté n° 44/2023 en date 2 octobre 2023 du Président de la CCPA, qui prescrit l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de révision du zonage de la commune de Chevinay, et en définit les modalités,
- Pris connaissance du dossier objet de la présente enquête publique, ayant pour objet le projet de révision du zonage de la commune de Chevinay,
- Pris connaissance des documents concernant la révision du PLU (rapport de l'enquête publique et ses annexes, conclusions motivées du commissaire enquêteur, délibération d'approbation du conseil municipal),
- Rencontré la Responsable du service assainissement de la CCPA, porteur du projet,
- Rencontré le Maire de Chevinay,
- Procédé à la visite des lieux,
- Pris connaissance de l'avis de la MRAe,
- Pris connaissance des contributions de la CCPA,
- Constaté l'absence d'observations de la part du public,
- Etabli un procès verbal de synthèse des observations en date du 6 décembre 2023, remis en mains propres et commenté, le même jour, à la Responsable du service assainissement de la CCPA,
- Considéré, en parfait accord avec la CCPA, que le contenu des contributions de la CCPA, était en réalité le mémoire en réponse de la CCPA au procès verbal de synthèse des observations.

2.2. *Considérant que*

- La publicité de l'enquête publique a été effectuée conformément à la réglementation,
- Le dossier d'enquête comprend toutes les pièces prévues par les législations et réglementations en vigueur, qu'il est suffisamment complet pour une bonne information du public et lui permettre de se prononcer sur le projet,
- Les procédures d'enquête publique ont été respectées,
- Le PLU a été approuvé par une délibération du conseil municipal de la commune de Chevinay,

- Les contributions de la CCPA, valant mémoire en réponse de mon procès verbal de synthèse des observations prend en compte dans le zonage d'assainissement les évolutions du PLU prises en compte lors de son approbation, à savoir :
 - adjonction partielle de la parcelle AD 338 dans la zone d'assainissement collectif,
 - retrait de la parcelle AD 438 de la zone d'assainissement collectif,
 - conservation de la parcelle 153 dans la zone d'assainissement non collectif,
- L'évolution proposée du zonage de l'assainissement collectif, en tenant compte de la contribution de la CCPA, atteint l'objectif d'avoir les parcelles des zones « U » et « AU » du PLU approuvé dans le zonage de l'assainissement collectif,
- La CCPA a déjà lancé des travaux de mise en conformité de la station d'épuration des eaux usées, et qu'un de ses contributions indique qu'elle va lancer début 2024 un marché de maîtrise d'œuvre concernant la station d'épuration,

3. Avis

CECI EXPOSE

Le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Chevinay répond à l'intérêt général et en intégrant les contributions de la CCPA est en parfaite adéquation avec le PLU qui a été approuvé par la délibération du conseil municipal du 14 novembre 2023.

Il donne indirectement, à la commune de Chevinay, les moyens de mettre en application le PLU approuvé, avec les réserves émises concernant la conformité de la station d'épuration des eaux usées.

LE COMMISSAIRE ENQUETEUR soussigné émet un

AVIS FAVORABLE

AU PROJET DE REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE CHEVINAY

Sous les RESERVES suivantes :

- Procéder aux ajustements ponctuels de ce projet de révision du zonage suite aux évolutions du PLU (entre le projet de révision et celui approuvé) : cela correspond à la contribution 1 de la CCPA,
- Procéder à la poursuite des travaux engagés par la CCPA sur la station d'épuration des eaux usées,
- Que la CCPA lance effectivement, début 2024, un marché de maîtrise d'œuvre pour traiter au plus vite le problème de la non-conformité de la station d'épuration : cela correspond à la contribution 2 de la CCPA.

Fait à Lyon, le 6 septembre 2023
Le Commissaire enquêteur



Jean-Michel AURET